

# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Léa Vicky Magne Domgho, Ernest Konguere et Gert-Jan Stads

## Tendances clés

- Les crises politique et sécuritaire qu'a connue la RCA ces dernières années ont frappé durement les instituts de recherche agricole, aussi bien en termes d'infrastructures que de capacités humaines.
- En 2015, le retour en RCA des bailleurs de fonds a entraîné une reprise des investissements dans la recherche agricole. Leurs apports ont, entre autres, contribué à réhabiliter certains centres de recherche et les équipements endommagés pendant la période de violence.
- En 2016, la RCA a investi 0,40% de son PIBA dans la R&D agricole, taux bien inférieur à la cible minimale de 1% recommandée par l'Union africaine et les Nations Unies.

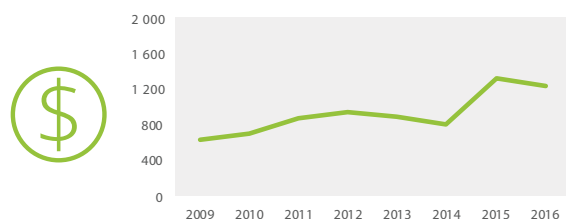
## Défis actuels

- Les principaux instituts centrafricains de recherche sur les cultures et l'élevage, l'ICRA et l'ANDE, doivent relever d'immenses défis sur le plan des ressources humaines: au moment où il leur manque déjà une masse critique de chercheurs diplômés en doctorat, une grande partie de leurs scientifiques qualifiés approchent l'âge de la retraite.
- Pour financer sa recherche agricole, la RCA dépend lourdement des apports instables des bailleurs de fonds. La recherche étant par nature une affaire de longue haleine, il lui faut un appui financier soutenu pour mener ses programmes à bonne fin, tandis que la réhabilitation des infrastructures s'impose d'urgence.

## Options politiques

- Pour atteindre la masse critique de chercheurs qualifiés en agriculture, l'État centrafricain doit d'urgence recruter et former de jeunes chercheurs. Une première action à prendre pour attirer de nouvelles recrues et les retenir consiste à réduire l'important écart entre les salaires des scientifiques gouvernementaux et ceux des universitaires.
- Le plan du gouvernement pour la relance durable de la recherche agricole (coût total estimé à plus de 2 milliards de francs CFA) a été approuvé il y a près de 10 ans, mais sa mise en œuvre tarde à suivre par suite des troubles politiques récurrents et de l'absence de fonds. Il est impératif qu'il soit réalisé sans délai pour renforcer la capacité institutionnelle de l'ICRA ainsi que les partenariats nationaux entre acteurs de la recherche et les collaborations de recherche agricole régionales.

## DÉPENSES DE RECHERCHE AGRICOLE



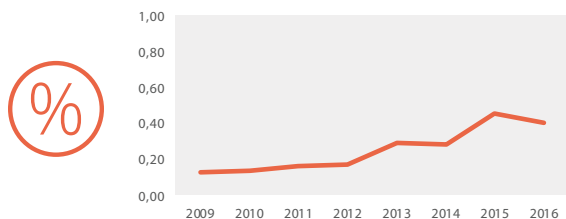
Millions de francs CFA  
(prix constants 2011)

1 246,8

Millions de dollars PPA  
(prix constants 2011)

4,9

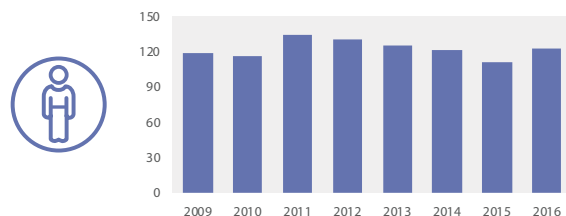
## INTENSITÉ DES DÉPENSES



Pourcentage du  
PIBA consacré à la  
recherche agricole

0,40%

## CHERCHEURS AGRICOLES



Équivalents  
temps plein

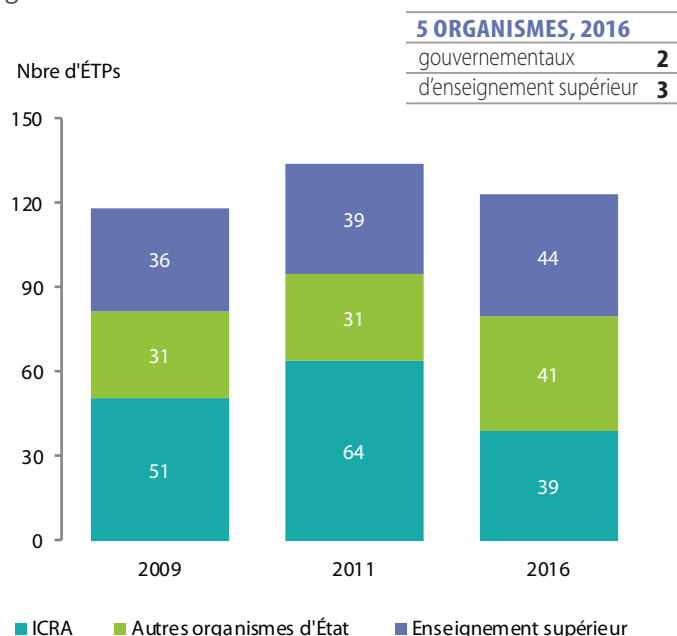
123,1

Proportion de chercheurs  
titulaires d'un MSc et PhD

74%

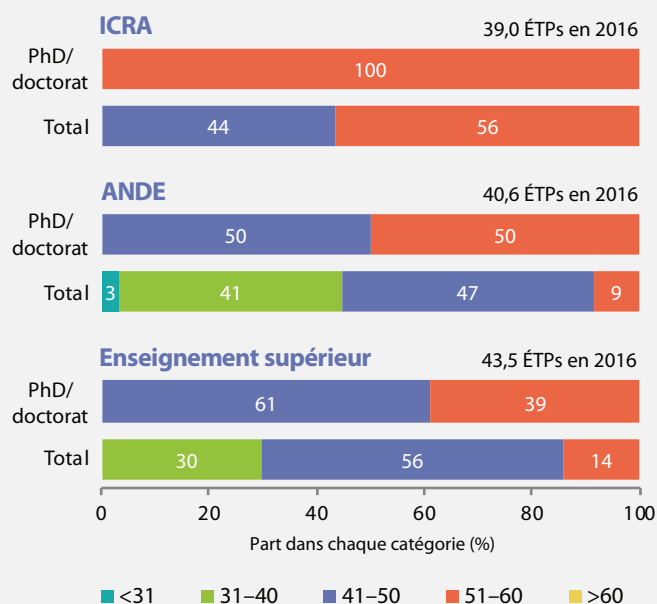
## Composition institutionnelle de la recherche agricole

En 2016, la conduite de la recherche agricole en RCA incombait à 2 organismes gouvernementaux (ICRA et ANDE) et à 3 établissements d'enseignement supérieur. De 2009 à 2016, l'effectif global des chercheurs agricoles est resté stable. À la différence d'autres instituts nationaux de recherche agricole africains, l'ICRA employait un peu moins du tiers des chercheurs agricoles de la RCA.



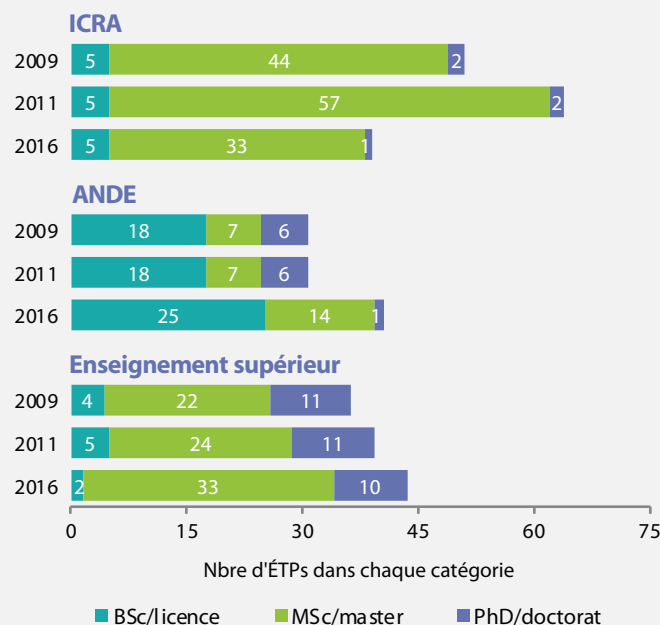
## Répartition des chercheurs agricoles par secteur et par tranche d'âge

En 2016, en RCA, près de 50% des chercheurs agricoles titulaires d'un PhD avaient plus de 50 ans. Les scientifiques de l'ICRA constituent de loin le groupe de chercheurs le plus âgé. L'âge de la retraite étant fixé à 62 ans dans le secteur public, un redoublement des efforts de recrutement et de formation doctorale est essentiel au maintien d'un bon niveau de capacités sur le long terme.



## Chercheurs agricoles, par niveau de qualification

Les dernières crises militaro-politiques qu'a connu la RCA ont durement affecté l'ICRA et sont à l'origine d'un grand nombre de départs, d'où la forte baisse de son effectif constatée en 2016. L'ICRA et l'ANDE souffrent d'un manque de chercheurs diplômés en doctorat. En RCA, la plupart des chercheurs agricoles titulaires d'un PhD sont employés par les universités.



## Chercheurs agricoles par sexe

En 2016, 16% des chercheurs agricoles centrafricains étaient des femmes, soit une baisse par rapport aux 19% en 2011. Les chercheuses sont comparativement mieux représentées dans la catégorie licence que parmi les titulaires d'un doctorat, et dans la tranche d'âge des moins de 41 ans.



### Part des femmes dans chaque niveau de qualification, 2016

|             |     |            |    |              |    |
|-------------|-----|------------|----|--------------|----|
| BSc/licence | 40% | MSc/master | 7% | PhD/doctorat | 8% |
|-------------|-----|------------|----|--------------|----|

### Part des femmes par catégorie d'âge, 2016

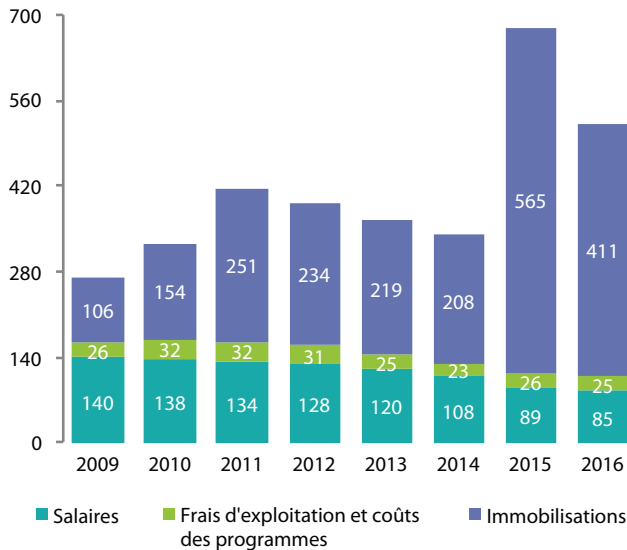
|      |     |       |    |      |     |
|------|-----|-------|----|------|-----|
| < 41 | 36% | 41-50 | 8% | > 50 | 12% |
|------|-----|-------|----|------|-----|

## Dépenses par catégorie de coûts de l'ICRA

Entre 2009 et 2016, les frais salariaux de l'ICRA ont évolué à la baisse. À partir de 2015, la courbe des dépenses d'investissement affiche une forte hausse. En effet, au cours de la crise militaro-politique, qui a davantage affecté l'ICRA que les autres organismes de recherche agricole, les infrastructures de l'institut furent vandalisées et détruites. Ces immobilisations ont donc permis à l'ICRA de réhabiliter et de reconstituer son capital.

Millions de francs CFA

(ajustés de l'inflation ; année de référence = 2011)

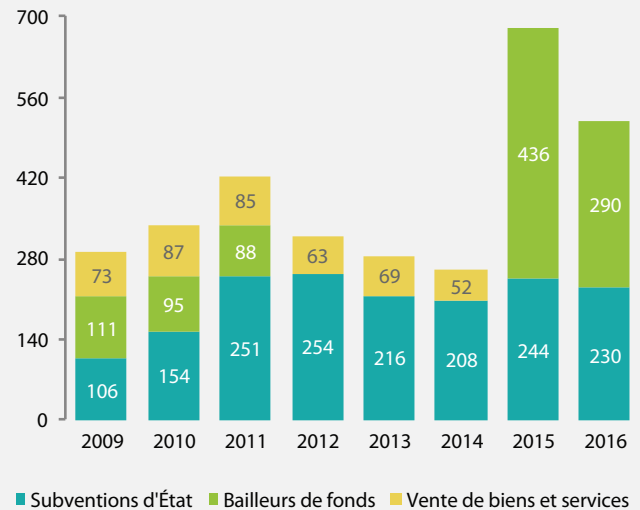


## Sources de financement de l'ICRA

De 2011 à 2016, la subvention de l'État à l'ICRA est restée relativement stable. La hausse sensible des investissements dans la R&D agricole en 2015-2016 a suivi une période marquée par la suspension de l'aide extérieure en réponse à l'instabilité du pays. De 2014 à 2016, Welthungerhilfe, une ONG allemande, a appuyé la réhabilitation de la Direction générale de l'ICRA et des CRPR de Boukoko et de Bolée. Welthungerhilfe a également doté l'ICRA de véhicules et de matériels de bureau.

Millions de francs CFA

(ajustés de l'inflation ; année de référence = 2011)



## Niveaux d'investissement nécessaires pour combler l'écart d'intensité

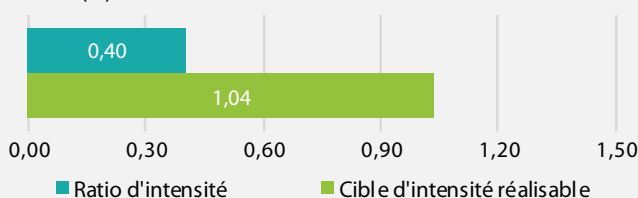
L'analyse montre que les pays ayant des conditions économiques similaires à celles de la RCA sont en mesure d'investir 1,04% de leur PIBA dans la recherche agricole, ce qui dépasse légèrement la cible de 1% fixée par les Nations Unies et l'Union africaine. Or pour réaliser ce taux d'investissement en 2016, il aurait fallu que la RCA investisse 3,2 milliards de francs CFA, soit un complément de 2 milliards (prix courants).

### Dépenses réelles et réalisables 2016

Millions de francs CFA (prix courants)



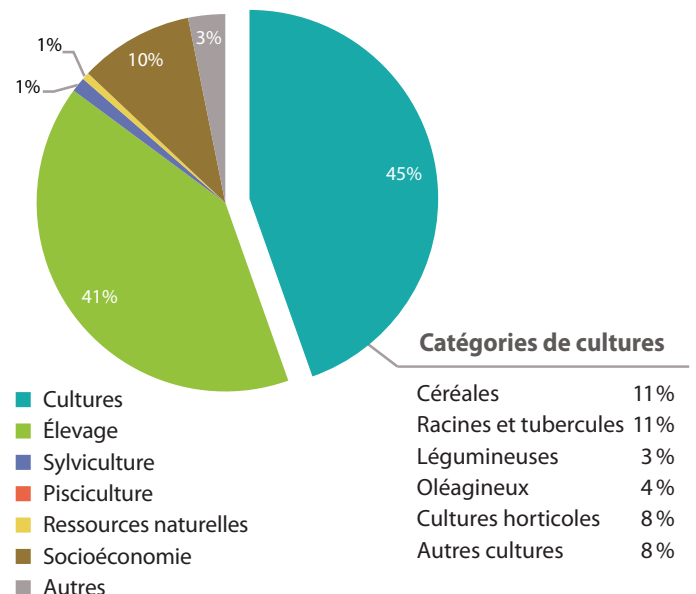
Ratio (%)



## Chercheurs agricoles, par filière

En 2016, 45% des chercheurs agricoles ÉTPs de la RCA menaient des recherches sur les cultures, 41% sur l'élevage, 10% sur des thèmes de socioéconomie et 1% sur la sylviculture et les ressources naturelles. Les principales cultures étudiées étaient le manioc, les fruits, le maïs, le coton, le riz, le café, le haricot, l'arachide, les légumes et l'igname.

### Part des chercheurs, 2016



Notes: Les ratios d'intensité traditionnels comparent les niveaux d'investissement et de PIBA pour déterminer si oui ou non un pays a sous-investi dans la recherche. L'indice d'intensité ASTI intègre des facteurs additionnels qui prennent en compte la taille et la nature de l'économie des pays, ce qui permet de mieux comparer les ratios d'intensité de différents pays. Pour plus d'informations, voir <https://astineews.ifpri.info/2017/07/01/a-new-look-at-research-investment-goals-for-ssa/>.

## Ressources pour la République centrafricaine

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole en République centrafricaine. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur [www.asti.cgiar.org/fr](http://www.asti.cgiar.org/fr) et comprennent :



La **page interactive se rapportant** en République centrafricaine présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'**outil d'analyse comparative** permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'**outil de téléchargement de données** permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour la République centrafricaine et bien d'autres pays.



L'**annuaire ASTI** répertorie les organismes effectuant la recherche agricole en République centrafricaine, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

## Procédures et méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez [www.asti.cgiar.org/fr/methodology](http://www.asti.cgiar.org/fr/methodology).

## Sigles et acronymes

|      |                                                     |
|------|-----------------------------------------------------|
| ANDE | Agence Nationale pour le Développement de l'Élevage |
| CRPR | Centres Régionaux Polyvalents de Recherche          |
| ÉTP  | Équivalents temps plein                             |
| ICRA | Institut Centrafricain de Recherche Agronomique     |
| ONG  | Organisation non gouvernementale                    |
| PIBA | Produit intérieur brut agricole                     |
| PPA  | Parité de pouvoir d'achat (taux de change)          |
| R&D  | Recherche et développement expérimental             |
| RCA  | République centrafricaine                           |

## Concernant ASTI, IFPRI et ICRA

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, **le programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. L'**Institut Centrafricain de Recherche Agronomique (ICRA)** qui relève du ministère de l'Agriculture et du Développement rural est le principal organisme effectuant la recherche agronomique en République centrafricaine; ses recherches portent principalement sur l'agronomie et la sylviculture.

ASTI/IFPRI et ICRA remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni de l'IFPRI ni de l'ICRA.

Copyright © 2018 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut Centrafricain de Recherche Agronomique. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et ICRA). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse [ifpricopyright@cgiar.org](mailto:ifpricopyright@cgiar.org) si vous souhaitez rééditer le texte intégral.